

Vacances... retour aux sources! De la conquête... à la régression

André Hut

Volume 14, Number 2, Summer 1995

Le tourisme : toute une histoire!

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1075105ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1075105ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (print)

1923-2705 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hut, A. (1995). Vacances... retour aux sources! De la conquête... à la régression. *Téoros*, 14(2), 50–52. <https://doi.org/10.7202/1075105ar>

- (16) DE SELYS, Gérard et Anne Maeschalk, *Cyclotourisme en Belgique. 1000 km de chemins royaux*, coéditions Duculot et Touring Club de Belgique, 1989.
- (17) PETIT, Edmond, *La vie quotidienne dans l'aviation en France au début du XX^e siècle, 1900-1935*, Paris, Hachette, 1977; GREARD, André, *Le métier de pilote de ligne*, Paris, France-Empire, 1979; MAHUIZIER, Alain-Pierre, commissaire de bord, *Très chère France*, Paris, Stock, 1978.
- (18) GAUTHIER, Marcel, *L'industrie hôtelière*, Paris, PUF, collection Que sais-je?, no 1022, 1970; Seydoux, Joseph, *De l'hospitalité à l'accueil*, Denges (Suisse), collection Delta et Spès, 1983; Perrot, Serge, *Les métiers du tourisme*, Paris, Éditions Lanore, 1977.
- (19) RETEL, J.O., *Les gens de l'hôtellerie*, Paris, Éditions ouvrières, collection L'évolution de la vie sociale, 1965.
- (20) LANQUAR, Robert, *Agences et associations de voyages*, Paris, PUF, collection Que sais-je?, no 1787, 1979.
- (21) DES CARS, Jean, *Sleeping Story*, Paris, Éditions J'ai Lu, no 832, 1976.
- (22) Vincenot, Henri, *La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1975.
- (23) PILLÉN, Peter, cf. Office de promotion du tourisme, Bruxelles, 1995.



Vacances... retour aux sources!

De la conquête... à la régression

André Hut

Del'histoire individuelle des vacances, il faut passer à l'histoire collective de celle-ci. En effet, à force de les vivre chaque année comme un fait acquis, on en arriverait à oublier qu'elles n'ont pas toujours existé et que les classes sociales y ont accédé les unes après les autres.

La classe aristocratique d'abord; les familles royales et leurs suites — noblesse et courtisans — de 1850 à 1914. Lorsque celle-ci est ruinée par la guerre et exclue du pouvoir, quasi partout en Europe, par les bouleversements politiques, une autre classe prend le relais et lui succède: la bourgeoisie industrielle. Enfin, d'une manière généralisée, l'action collective du mouvement ouvrier conquiert, dans les divers pays d'Europe, le droit au tourisme social. Ainsi que le définit Arthur Haulot :

Par tourisme social, nous entendons le phénomène qui a marqué l'accès à l'activité touristique — en ce compris le voyage et le séjour — de couches sociales qui jusque-là en avaient été tenues économiquement à l'écart. Les raisons de cet éloignement sont à trouver en effet, non dans une disposition d'esprit particulière, un choix délibéré, un refus motivé ou une quelconque «incapacité culturelle» mais bien dans les conditions prévalant à une époque donnée dans l'organisation économique et sociale de la production. Cette organisation se traduisait, jusqu'en 1936, et pour la plus grande partie de la population active de nos pays européens, par l'absence de deux ingrédients déjà énoncés: le temps

que n'octroyait pas le rythme de travail ni hebdomadaire ni annuel, et l'argent, que n'assurait pas le niveau salarial moyen, ni le revenu familial. La législation a reconnu et proclamé le droit au temps libre des vacances annuelles et ce geste politique fut la traduction d'une évolution sociale et philosophique extraordinaire autant qu'irréversible. Pour la première fois dans l'ère industrielle, la qualité d'homme venait se superposer à celle d'outil humaine, la dignité d'être était reconnue indépendamment de la capacité de produire.

Face à des loisirs commercialisés

Malheureusement, les chances de libération et d'épanouissement culturels que peuvent offrir les vacances aux classes populaires sont sérieusement compromises par l'industrialisation intensive des loisirs et du tourisme dans les stations balnéaires rassemblant de massives concentrations de vacanciers sur les littoraux européens. Dans un quasi-désert culturel, les vacanciers sont confrontés aux loisirs commercialisés: «dancings», jeux publicitaires, fêtes foraines bruyantes et permanentes, piscines tropicales.

Les parcs d'attractions représentent l'alternative rentable pour les managers touristiques. En conséquence, les projets se multiplient: Walibi, Schtroumpf, Astérix et autres Disneyland en gestation. Qu'offrent-ils sinon des loisirs passifs et mécaniques, prostituant l'imaginaire des héros de bandes dessinées dans le voyeurisme d'un spectacle de la consommation et de la pseudo-fête artificielle?

Le tourisme associatif

Ces initiatives se caractérisent par leur statut juridique d'association sans but lucratif à l'opposé des entreprises commerciales, leurs contributions à l'épanouissement personnel des participants, enfin leur démarche pédagogique d'implication de ces derniers au déroulement de l'activité et même au projet.

Le tourisme social

Parmi celles-ci, le tourisme appelé «social» s'en distingue par ses origines historiques, sa volonté de développement et d'épanouissement, non seulement individuel mais aussi collectif, des personnes appartenant aux classes populaires. Enfin à cause d'une réglementation légale qui lui est propre (relative à l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire).

En effet, dès avant (amis de la nature, auberges de jeunesse, scoutisme, touting-club) mais surtout à partir de 1936, les organisations spécifiques du mouvement ouvrier — syndicats, coopératives, mutuelles de santé ou socio-éducatives (populaires, de jeunesse, familiales, para-scolaires, associatives) — ont voulu offrir aux classes populaires, accédant légalement et d'une manière inédite aux «congés payés», des possibilités de séjours de vacances adaptées à la fois à leurs revenus modestes comme aussi à leur mentalité propre. Progressivement, surtout après la guerre 40-45, ces organisations se sont préoccupées non seulement des familles ouvrières, ou de leurs enfants (colonies de vacances), mais vu la prolongation scolaire, des adolescents en vacances, puis des pensionnés jouissant, dans de meilleures conditions, d'un troisième âge de plus en plus rallongé.

Le tourisme étudiant

Outre ce déploiement d'initiatives vis-à-vis des diverses catégories d'âge du milieu populaire, la relative démocratisation des études supérieures et le courant d'internationalisation se développant, la paix retrouvée, ont contribué à la naissance du tourisme étudiant lié au syndicalisme et aux services du milieu universitaire. De même, grâce à la croissance économique, l'avènement de la société de consommation, la démocratisation progressive des activités sportives ou culturelles et des moyens de transport (auto, aviation), la formation scolaire prolongée et approfondie, la diffusion élargie des informations par les médias, les initiatives se sont multipliées offrant des séjours de vacances et de stages de formation à thème ou spécialisés au fur et à mesure de l'évolution des idées, des aspirations nouvelles et des modes. Des «guides de vacances» de l'association spécialisée dans l'information des jeunes illustrent, depuis vingt ans, cette évolution et rendent compte des activités de plus en plus variées mises sur pied par des ASBL à options socio-éducatives ou récréatives issues de familles philosophico-politiques d'abord, puis progressivement et majoritairement indépendantes ou neutres ensuite (déconfessionnalisation, distanciation des partis).

Renouveau des pratiques

La diversification de ces pratiques ludiques et touristiques nouvelles ont progressivement transformé les programmes des «colonies de vacances» traditionnelles comme aussi et surtout les camps de vacances pour adolescents : renouveau péda-

gogique et méthodes actives, activités «à la carte», séjours spécialisés ou itinérants. De même, les organisations de tourisme social, habituées à partir du vécu selon leur pédagogie inductive, ont perçu et intégré à leurs démarches ces nouveaux courants et pratiques dans le domaine des loisirs et des vacances. Leurs catalogues invitent quiconque à participer à des vacances et, de plus en plus, à des week-ends à thème dans la gamme des centres d'intérêts développés par le tourisme associatif.

En outre, certaines organisations de tourisme social ont été plus que d'autres attentives à l'implantation de leurs équipements dans l'environnement, notamment par des dimensions plus modestes — mais aussi à l'insertion architecturale et sociale parmi la population d'accueil⁽¹⁾.

Le tourisme gris

C'est au nom de ces principes sociaux et pratiques culturelles que le BITS a rapidement réagi, dès 1972, d'une manière prophétique et d'avant-garde, avec son **Manifeste pour l'avenir: le tourisme du troisième âge**. En effet, s'il est vrai que le caractère saisonnier du tourisme, dont il a hérité à sa naissance, pose des problèmes économiques au niveau de la rentabilité des équipements et sociaux vis-à-vis de l'emploi du personnel, ce ne sont pas des raisons suffisantes pour n'envisager les personnes âgées que comme des *bouche-trots* de basse-saison! Elles ont droit d'être considérées pour elles-mêmes, à bénéficier d'une qualité de vie, d'accueil et d'animation tant à l'intérieur du centre de vacances que dans la région qui devait offrir l'hospitalité, alors que celle-ci vit au ralenti et que la plupart des services sont fermés puisque «c'est l'hiver»!

Cinq ans plus tard, dans le colloque de l'AIEST sur les *Aspects sociaux du tourisme, objectifs et réalisations*, deux intervenants abordent la question: si le premier, Halina Szwarc, traite des «problèmes sociaux du tourisme du troisième âge», le second, Guy P. Fety, formule un titre assez ambigu, dans un vocabulaire de publicitaire, «Une nouvelle cible (!) du tourisme social: les 3e et 4e âges»⁽²⁾. A sa suite, une association italienne de tourisme social, CANTUS, organise en Sicile, le Premier congrès international sur le troisième âge où le signataire fait un exposé intitulé *Pour une animation touristique tenant compte de la culture propre aux personnes âgées des classes populaires*⁽³⁾. Au cours des années, les recherches et les analyses ont évolué: le groupe des retraités a augmenté en volume

dans la mesure où ceux-ci bénéficient d'une plus grande espérance de vie. En parallèle, les pratiques socio-culturelles ont progressé en accordant plus d'implication et de responsabilités aux personnes âgées: du paternalisme à l'engagement dans la société, du cloisonnement dans une classe d'âge à l'action et à la pédagogie intergénérationnelle.

C'est précisément ce que la Fondation Roi Baudouin veut expliciter dans son colloque de 1991: «Les aînés et la solidarité inter-âges»⁽⁴⁾. À son tour, l'association L'école sans frontières voulait y apporter sa contribution spécifique, lors de la rencontre internationale de Montréal, en 1995, sur le thème *Le tourisme éducatif et les besoins des aînés*⁽⁵⁾. Ces perspectives s'inscrivent dans un projet de société plus global, amorcé par de Chalendar dans *L'aménagement du temps*, en 1970, et motivé par Jacques Delors dans *La révolution du temps choisi*, dix ans plus tard, 1980⁽⁶⁾.

Accessibilités

À l'occasion de l'année internationale des personnes handicapées, décidée par les Nations Unies, en 1981, l'Association Culture-Tourisme-Loisir (CTL), membre du Bureau international de tourisme social (BITS), participant à l'un des dix groupes de travail rassemblant les organisations non-gouvernementales francophones de Belgique, notamment *Vie familiale, vie sociale et loisirs*, a provoqué et animé un sous-groupe, *Vacances et tourisme*.

Le travail de celui-ci a permis aux associations organisant déjà des séjours et voyages touristiques, d'analyser les raisons qui empêchent leurs membres de partir et de préciser les améliorations qui les rendraient possibles; elles ont, en outre, formulé sous forme de recommandations, leurs revendications sociales et politiques concernant ce domaine particulier.

En effet, les obstacles à l'exercice pratique du droit aux vacances s'accumulent chez les personnes handicapées: inaccessibilité architecturale des équipements de transports, de vacances et de loisirs; financière, certains disposant de très petits moyens; culturelle, enfin, par manque d'informations souvent disparates et éparpillées. Avec l'accord, et la collaboration active des participants, le CTL a réalisé un guide, **Vacances-tourisme et personnes handicapées**, comprenant les équipements accessibles des centres de vacances du tourisme associatif, la liste des séjours qu'ils organisent ainsi qu'un inventaire des moyens

d'informations, guides et services proposés par les associations spécialisées, en Belgique et dans les pays étrangers. Il ne s'agissait pas de vouloir renfermer, à nouveau, les personnes handicapées, dans des ghettos, fussent-ils de vacances, mais d'offrir le maximum d'informations facilitant un choix personnel selon la volonté d'émancipation de la personne handicapée et les contraintes que certains handicaps lui imposent.

Le mouvement était lancé. Par la suite, deux ministres successifs ont repris partiellement l'initiative en éditant un guide sur les équipements et attractions touristiques accessibles aux personnes à mobilité réduite et même, en plus, de la part du deuxième, une publication particulièrement destinée aux personnes malvoyantes. Enfin, depuis trois ans, les régions bruxelloises et wallonnes ont diffusé une brochure regroupant les offres d'activités et de séjours de vacances, compte tenu des divers types d'handicaps. Complémentairement, dans le cadre des activités déployées par la ville d'Anvers, désignée en 1993, capitale européenne de la culture, la section belge néerlandophone de Mobility International a produit le premier *Guide urbain d'accessibilité* aux équipements culturels, sportifs ou ludiques ainsi qu'aux activités qui s'y déroulent. Cette année, la ville de Luxembourg, qui lui a succédé, a repris, avec bonheur, cette initiative à son compte en offrant la brochure *Culture accessible*.

Mémoires collectives

Les anniversaires de la fondation de plusieurs associations de tourisme social, dans leur pays d'origine ou en Belgique — auberges de jeunesse, gîtes d'étapes, amis de la nature, vacances et loisirs — se sont multipliées au cours des dix dernières années et favorisé la rédaction d'ouvrages sur l'histoire respective de celles-ci. Dans la même perspective, le CTL, déjà cité, a provoqué les instituts d'histoire sociale des diverses tendances politiques et idéologiques ou des administrations publiques, à restituer, lors d'un colloque en 1986, l'histoire des actions qu'ils ont menées en faveur de l'obtention des congés payés ainsi que celles des premières expériences d'activités et de séjours de vacances qu'ils ont organisés après la victoire de 1936⁽⁷⁾. Enfin, le Touring Club de Belgique fête, cette année, son 100^e anniversaire.

Crises et récessions

La permanence de la crise, la stagnation de la croissance économique, l'augmentation du chômage dû à l'informatisation et à la

robotisation des entreprises ou à leur délocalisation, les pertes du pouvoir d'achat et la diminution de la consommation intérieure, la multiplication des mises à la retraite anticipée entraînant une diminution de revenus... ont une répercussion négative sur les départs en vacances des personnes qui subissent les conséquences de cette situation collective.

Ceux qui peuvent encore se le permettre limitent les dépenses et les fréquentations de restaurants et d'attractions touristiques: les responsables de ces entreprises le constatent et s'en plaignent. Cependant, les statistiques touristiques ne semblent pas refléter cette situation, au contraire! En effet, celles-ci camouflent deux mouvements contradictoires qui se compensent mutuellement: *l'augmentation du nombre de vacances et des dépenses des plus nantis comble le déficit touristique occasionné par le nombre de ceux qui partent moins longtemps, moins loin ou plus du tout!*

À l'occasion des célébrations du cinquantième anniversaire des congés payés, rappelé plus haut, certains intervenants, lors du débat public, ont interpellé les responsables politiques ainsi que les organisations de tourisme social. S'il est vrai, comme l'ont rétorqué leurs responsables, que:

Le tourisme social se refuse, à juste titre, d'être considéré et réduit comme un tourisme philanthropique, caritatif ou «au rabais» — alors qu'il a été créé pour répondre à des travailleurs qui jouissaient de salaires et appointement — il n'empêche que ses prix, pour diverses raisons qu'il n'est pas possible de développer ici, sont actuellement inaccessibles précisément aux revenus modestes de ces catégories-là des classes populaires. En conséquence, ne sont-elles pas invitées à se concerter — à l'intérieur de leur famille politique et entre elles — afin de préconiser et de défendre ensemble une «politique sociale» des vacances et du tourisme en faveur des revenus modestes, des exclus de la population active (chômeurs, retraités, accidentés) et surtout des plus démunies qui ont aussi droit — ne fut-ce qu'une fois — à des vacances, même s'ils ne fréquenteront pas leurs centres?⁽⁸⁾

Une décennie est quasi-passée depuis, et les organisations du tourisme social brillent par leur silence. Seuls les mouvements de jeunesse et de tourisme de jeunes luttent

contre la diminution des subventions qui coupent l'organisation et le financement des camps de jeunes et de plaisirs de jeux qu'ils mettent au service des enfants. Les séjours mis sur pied par ATD-Quart monde n'atteignent qu'une vingtaine de familles démunies⁽⁹⁾ de même que ceux offerts par la Conférence de Saint-Vincent de Paul doivent se limiter à un petit nombre de personnes âgées à faibles revenus: ces initiatives sont colossalement insuffisantes face à l'augmentation exponentielle de l'appauvrissement et de la demande potentielle.

Le projet de décret, élaboré par le Commissaire général au tourisme de l'époque, en 1987, allouant une aide à la personne, permettant aux personnes particulièrement défavorisées de séjourner quelques temps dans les centres de tourisme social... n'a pas abouti!

Enfin, au cours des dernières années, une organisation du tourisme de relais pour la jeunesse a proposé, en collaboration avec les administrations publiques ad hoc, des formations professionnelles aux métiers touristiques, sous forme de stages d'apprentissages rémunérés permettant aux participants-chômeurs de rentrer ensuite sur le marché du travail et de se réinsérer socialement.

Est-elle la seule? Il est regrettable que la Commission sur la formation, créée par la section belge du BITS, à la suite du colloque international organisé sur ce thème par celui-ci, n'ait pas poursuivi ses travaux, notamment dans le sens innovateur décrit ci-dessus. †

NOTES

- (1) Les pages qui précèdent sont extraites d'un article d'André Hut, *Vacances: une histoire collective*, dans le périodique *La Cité*, 16 juin 1988.
- (2) AIEST, *Aspects sociaux du tourisme: objectifs et réalisations*, Berne, Suisse, vol. 18, 1977.
- (3) Cet exposé complété et amélioré, a été présenté à nouveau et édité: cf. note 5, ci-dessous.
- (4) FONDATION ROI BAUDOIN, *À chaque saison ses fruits*, 21 rue de Brederode, 1000 Bruxelles.
- (5) *Le tourisme éducatif et les besoins des aînés* (colloque organisé par l'École sans frontières à Montréal, à l'automne 1994). *Téoros*, collection Colloques et congrès no 7, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1995.
- (6) DE CHALENDAR, Jacques, *L'aménagement du temps*, Paris, Desclée de Brouwer, 1971; Delors, Jacques (éd.), *La révolution du temps choisi*, Paris, Albin Michel, collection Échanges et Projets, 1980.
- (7) ASSOCIATION Culture-Tourisme-Loisir, *Congés payés 1936. Histoire et idéologies*, Bruxelles, 1989.
- (8) HUT, André, *De la diversification à une souhaitable concertation*, *Téoros*, supplément automne 1987, Québec-Communauté française de Belgique, radioscopie comparée des organisations, pp. 24-25.
- (9) ATD-Quart monde, *Pour une politique de vacances familiales*, *Igloos*, no 119, septembre 1984, Pierrelaye 95420, France.